

XI JINPING PEUT-IL REUSSIR, OU CONDUIT-IL LA CHINE VERS UNE IMPASSE ECONOMIQUE ?

PAR ÉRIC MEYER

Membre correspondant de la section 2 – Sciences politiques et administratives

Depuis 1990, après 30 années de croissance à plus de 10% par an, la Chine s'est hissée au rang d'un des moteurs majeurs, politique et commercial des cinq continents. Elle veut reprendre sa place de centre du monde qu'elle occupait en 1800, produisant 30% des richesses de la planète. Elle y parvient : des 1% du produit mondial brut qu'elle assurait à la fin de la Révolution Culturelle en 1976, elle en génère 17,4% aujourd'hui.

Cette année, ses chiffres trimestriels convergent pour confirmer son rôle de locomotive mondiale, et ce en dépit de la pandémie de la COVID partie de son sol. L'an passé, face à un monde économiquement déprimé, elle assurait 40% de la croissance globale. Puis en février 2020 venait l'heure du confinement, avec un impact lourd dans tous les secteurs : construction, tourisme, textile, commerce de détail mais aussi acier, énergie, transports. A l'époque, son système de santé était débordé par un afflux violent de 58.000 contaminés. Toutefois, la réaction rapide et forte du gouvernement et la discipline sans faille de la population permettaient de juguler le fléau en un temps record. C'est ainsi que dès le 20 janvier, la ville de Wuhan, l'épicentre du virus, était confinée, 10 millions d'habitants bloqués dans leurs appartements - une personne par famille et par semaine pour faire les emplettes. Les vivres étaient commandés par internet et livrés, souvent acheminés jusqu'aux appartements dans des bassines tractées par des cordes depuis les balcons.

En même temps, à travers tous les groupes pharmaceutiques, la capacité de tests du virus était portée à 5 millions d'habitants en trois jours¹, et les hôpitaux décuplaient leur capacité de réanimation, grâce à une production ultrarapide des respirateurs et autres appareils de survie.

Résultat de ce remède de choc, qui avait été accepté par tous, la Chine ne comptait plus, cinq mois plus tard, que 284 cas de COVID. Alors qu'au pire de la crise en février, l'inflation avait atteint 23,7%, elle avait reculé en juin à 2,9%ⁱⁱ. Ce même mois, les ventes remontaient (sur 12 mois) de 25%, dont un quart effectué par internet à partir des téléphones portables. La croissance remontait à 3,2% au second trimestre – un chiffre à faire pâlir d'envie l'Europe qui souffrait au même moment d'une récession de plus de 10%. Au 3^{ème} trimestre, celle-ci poursuivait son ascension à 4,9%.

Fait remarquable, cette remontée était obtenue sans stimulus ni injection de crédit à bon marché, comme le gouvernement l'avait fait durant la crise de 2009 : la masse monétaire chinoise n'augmentait dans l'année 2019 que de 12,9%, contrastant avec les années précédentes à plus de 20%, et loin du record de 31% en 2009. Le FMI prédisait alors pour 2020 que la Chine serait la seule puissance à connaître une croissance positive, avec +2% pour l'industrie. La Banque mondiale elle, évaluait son PIB en 2020, à 14100 milliards de \$.

Certes, la Chine n'a toujours pas récupéré son niveau de production d'avant la pandémie. Entre ses PME en faillite et ses migrants au chômage, elle compte probablement des dizaines de millions de nouveaux pauvres – le fait d'accepter en silence les sacrifices exigés par le gouvernement, ne signifie pas que le

¹ D'après le professeur Liang Xiaofeng, présentation le 3 novembre 2020 devant la France China Foundation, conférence Zoom.

moral soit au beau fixe. Mais 30 ans de prospérité d'avant la crise permettent aux personnes touchées d'absorber le choc, grâce au soutien des familles. Et l'absence totale de manifestations et de conflits sociaux (grâce au maintien d'une surveillance policière sans précédent) permet d'espérer un retour à la normale en un ou deux ans.

Ce succès n'est pas reproductible, et il est dû aux conditions très particulières de ce pays auquel la démocratie demeure un concept totalement exotique. Dans sa guerre contre la COVID, la Chine comme toute l'Asie du Sud-Est, a pu disposer d'un atout unique, sa culture de port du masque. Le masque se portait depuis longtemps, à chaque sortie, pour se protéger d'une pollution ravageuse, qui était inconnue en Europe. Partout à travers le pays, les taux de pollution, dus à une industrialisation trop rapide et à une inconscience des risques sanitaires atteignaient couramment 200 à 300 particules fines par litre d'air. Autre pilier de cette culture du masque, les trois pandémies des 20 dernières années (SRAS, grippe aviaire, grippe porcine) provenaient de Chine, causées par la promiscuité entre homme et animaux d'élevage, dans un tissu rural très densément peuplé². C'est ainsi que paradoxalement, sous l'effet de la COVID, la Chine a pu tirer un atout inattendu de son mauvais bilan sanitaire des dernières décennies – le port du masque lui permettant de briser dans l'œuf la pandémie et de redémarrer son économie sur une base solide. Paradoxalement, l'Europe dans le même temps vivait l'effet inverse : ses années de pollution relativement basse, et son bouclier épidémiologique déjà en place lui ont fait baisser sa garde face à un virus inconnu. Face à la COVID-19, la Chine était prête, et l'Europe bousculée et prise de court.

Ce succès magistral de la Chine dans sa lutte anti-COVID et dans sa relance économique, incite le reste du monde à chercher à en bénéficier. La Chine a su capitaliser sur cet espoir, en renforçant très tôt sa production d'outils de lutte contre le fléau, masques, respirateurs, gels hydroalcooliques pour les vendre au reste du monde désespérément en manque. Elle les a même offerts, à des conditions défiant toute concurrence, voire gratuitement aux Etats les plus démunis. En même temps, elle reprenait à rythme modeste certaines de ses importations d'Europe, en produits de luxe, en cosmétique et en aliments, tels le porc, les céréales et le soja dont elle est lourdement déficitaire. Elle a aussi fait un effort remarquable, salué par l'OMS, dans la recherche d'un vaccin anti-COVID : trois de ses groupes pharmaceutiques ont déjà porté leur futur vaccin à la phase trois, celle des tests sur un public volontaire. Un vaccin chinois est déjà en vente publique), administré à des dizaines de milliers de candidats au prix de 600 yuans la dose. Ainsi la Chine se positionne dans la course au marché mondial du vaccin anti-COVID, notamment vers les sous-continentes d'Asie du Sud-est, d'Afrique et d'Amérique latine.

Forte de cette aura, la Chine se projette désormais sans complexe comme un pays phare de l'avenir : lors de son 5^{ème} plenum d'octobre 2020, par la voix du Président Xi Jinping, elle s'est promis de dépasser d'ici 2027 le PIB des Etats-Unis.

Mais peut-elle vraiment y parvenir ? Cet objectif signifie en clair qu'elle devra durant les 15 prochaines années maintenir une croissance annuelle de 5%. Or dans ce pari, tous les atouts ne sont pas de son côté. Sa croissance est remarquable, mais artificielle - soutenue par l'investissement public. Les groupes privés sont surveillés ou bridés - témoin Jack Ma, patron fondateur d'Alibaba qui voit au dernier moment l'entrée en bourse de Shanghai de sa filiale financière ANT, bloquée par Pékin. De même, lors de son 5^{ème} Plenum, le Comité Central du PCC annonce qu'il abandonne le principe d'un objectif de croissance en pourcentage de PIB à atteindre au cours de son 14^{ème} Plan quinquennal. En soi ce serait une bonne nouvelle, indice d'une volonté du Parti de se désengager partiellement de la conduite économique et de laisser plus d'autonomie au marché. Cependant, cette intention est immédiatement remise en cause par

² Le constat n'est pas très différent dans le sud-est asiatique, où les brûlis de février à mai pollue gravement l'air des villes entre Vietnam et Thaïlande.

d'autres objectifs que le pouvoir se donne, tel le doublement d'ici 2035 du revenu moyen par habitant à 20.000 US\$ par an – le niveau actuel du citoyen mexicain. Aussi, plus d'un observateur met en doute la capacité du régime à tenir cette parole...

Un autre obstacle à la poursuite d'une croissance forte pourrait venir de l'étranger. Avec le monde extérieur, les relations sont fraîches, et pas seulement avec les Etats-Unis, suite à trois ans de guerre commerciale avec Donald Trump. L'Australie par exemple ne décolère pas de voir la Chine avoir banni de son sol ses grands produits d'exportation - minerai de fer, de cuivre, bois, laine, vin ou homard. Le Canada regrette que deux de ses ressortissants, dont un diplomate, soient détenus en Chine, en rétorsion de l'arrestation à Vancouver de Meng Wanzhou, la fille du PDG de Huawei, pour le compte des Etats-Unis. L'Union Européenne n'hésite plus à déclarer la Chine un « rival potentiel », tout en déplorant le recul des Droits de l'homme en Chine, et les 600 millions de caméras à reconnaissance faciale implantées partout dans le pays dans le cadre du système de surveillance policière du « crédit social ». Le Royaume-Uni bannit la 5G de Huawei de son sol, et fustige le nouveau traitement policier à Hongkong, la nouvelle « loi de sécurité nationale » passée en juin dernier, supprimant de facto la démocratie sur l'ancienne colonie de sa Majesté. Depuis lors en effet, les arrestations de dissidents ou même d'élus hongkongais se comptent par dizaines, et la terreur règne.

Diplomatiquement, le monde arabe se tait, mais cache sa fureur de voir la Chine emprisonner 1,5 million de Ouïghours musulmans au Xinjiang et de stériliser de force des dizaines de milliers de femmes : dès lors, la coopération économique (pétrolière) recule - la Chine pourtant, couvre auprès d'eux une part appréciable de ses besoins en or noir...

Les pays d'Asie du Sud-Est³ déplorent en silence l'occupation militaire par la Chine de sept atolls confisqués au Vietnam et aux Philippines, et réfléchissent à de nouvelles alliances de défense, avec des puissances mondiales ou régionales tels les USA, l'Inde, le Japon. Et le sondage de l'institut PEW, dans sa revue annuelle des opinions sur différents pays, détecte une quasi-unanimité mondiale dans l'idée que la Chine a mal géré l'épidémie virale née sur son sol : le Français le pense à 70%, et le Japonais, à 86% - le record⁴.

Suite au conflit latent avec les Etats-Unis qui commencent à barrer aux groupes chinois les fournitures de semi-conducteurs made in USA, le Président Xi Jinping a lancé un programme nouveau, dit de « **dual circulation** », qui donne toute priorité au marché intérieur – l'idée étant de rendre la Chine autonome en haute technologie. Mais dans cet actuel climat de défiance et d'isolation, la Chine peut-elle avec succès préserver ses marchés étrangers, ses approvisionnements en composants high tech et empêcher un resserrement d'une alliance euro-américaine contre elle ?

Il faut se poser la question des raisons qui ont amené le pouvoir chinois, mené par le Président Xi Jinping, à entretenir depuis 2015 la confrontation avec tant de pays au monde. L'action antichinoise du Président Trump a évidemment joué un rôle, avec ses rétorsions commerciales. L'émergence en Chine d'une génération nouvelle de « jeunes loups », a certainement aussi joué : des cadres quinquagénaires ou sexagénaires anciens gardes rouges, avec Xi Jinping en tête, ont décidé de renoncer au respect des règles internationales « à l'ancienne », calculant que l'Occident à bout de souffle et empêtré dans ses pratiques démocratiques, serait incapable de résister à une Chine déterminée à accélérer son expansion et son

³ À l'exception des deux pays satellites de la Chine que sont Laos et Cambodge, lourdement soutenus par la Chine et entièrement dépendants d'elle.

⁴ <https://www.pewresearch.org/global/2020/10/06/unfavorable-views-of-china-reach-historic-highs-in-many-countries/> pew research institute – 6 octobre 2020

passage au rôle de première puissance mondiale. Mais cette attitude agressive a causé un dommage lourd à l'image de « Soft power » dans laquelle le régime investissait depuis 30 ans.

Une dernière raison à l'agressivité chinoise des dernières années, devrait prêter à réfléchir. Cai Xia, docteure en droit et ancienne professeure à l'Ecole du Parti, aujourd'hui exilée aux Etats-Unis, déplore les choix violents opérés par Xi Jinping depuis sa prise de pouvoir, voit comme résultat une inimitié croissante, et estime que jusqu'à 70% des membres du Parti sont secrètement opposés au chef de l'Etat, leur Premier secrétaire. S'il en est ainsi, Xi Jinping fait face à une très sérieuse opposition interne clandestine : c'est un échec et une faiblesse pour l'avenir. Les 82 millions de membres du PCC vont-ils indéfiniment accepter son affaiblissement, un pouvoir d'achat réduit, une surveillance policière exacerbée et une image internationale endommagée ? Et l'homme de la rue ne se demande t'il pas si tous ces sacrifices exigés de lui, visent le bien de la nation, ou bien seulement les privilèges du sommet de l'appareil, des princes rouges du sérail ? Ces questions, sans aucun doute, pèseront à l'avenir. En cas d'incapacité à maintenir la croissance comme promis, elles pourraient servir de détonateur social...

ⁱ Statista.com, en valeur pondérée pouvoir d'achat

ⁱⁱ Andy Rothman, "China economic resilience", *Matthew's Asia*, 16 juillet 2020